



Distr.  
GENERALE  
T/OBS.4/38  
T/OBS.4 et 5/16  
8 janvier 1958  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE

Observations du Gouvernement du Royaume-Uni, Autorité administrante

Note du Secrétariat : Les présentes observations concernent les pétitions ci-après

<u>Section</u>	<u>Pages</u>
1. Pétition de M. Menumbe (T/PET.4/142).....	1
2. Pétition de M. Roger Baldwin (T/PET.4/144 - No 58) .....	2
3. a) Soixante et onze pétitions concernant la dissolution de trois organisations au Cameroun sous administration britannique (T/PET.4/144, sections 2, 4, 7, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 53, 55, 57, 65, 66, 68) Quatre pétitions ayant trait à la dissolution de trois mouvements au Cameroun sous administration britannique (T/PET.4/144/Add.1)	
b) Trente-neuf pétitions ayant trait à la dissolution de trois mouvements au Cameroun sous administration britannique ainsi qu'aux mesures de répression exercées dans la région Bamileké du Cameroun sous administration française (T/PET.4 et 5/20, sections 1, 2, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39).....	3

1. Pétition de M. Menumbe (T/PET.4/142)

L'Autorité administrante prie le Conseil de tutelle de se reporter aux observations déjà envoyées en réponse aux pétitions suivantes :

- a) Pétition de M. Moumié (T/PET.4/125)<sup>1/</sup> du 27 mars 1957, concernant l'arrestation de M. Jean Paul Sende le 23 mars 1957.
- b) Pétition de l'Union des populations du Kamerun (T/PET.4/126)<sup>1/</sup> du 9 avril 1957, concernant l'assassinat d'Arene Taifon et de sa femme Cecilia.

<sup>1/</sup> Voir T/OBS.4/33 et T/OBS.4/34.

Pour ce qui est de la troisième plainte, il est exact qu'une maison de Bamenda où demeuraient certains membres de l'UPC ait brûlé le 4 août 1956. Ce soir-là, vers 22 h. 30, deux agents de police de service ont observé que le toit de chaume de la maison en question était en feu et ont immédiatement donné l'alarme. Des membres de la force de police ont été appelés sur les lieux et, avec l'aide du public, ont finalement réussi à éteindre le feu. Le Commissaire de district de Bamenda était également sur les lieux.

Le feu s'était déclaré dans la maison d'un certain George Ndikum, chauffeur employé par le Service des douanes et des contributions indirectes, et se trouvant à ce moment-là à Mamfe. Sa maison se composait de huit pièces, dont cinq étaient louées à des membres de l'UPC. L'incendie s'est propagé et une autre maison et une cuisine ont brûlé avant qu'il puisse être enrayé.

On a immédiatement procédé à une enquête sur la cause de l'incendie mais des recherches minutieuses n'ont permis de découvrir aucune preuve qu'il ait été provoqué volontairement. Il n'a pas été possible de déterminer exactement comment cet incendie a pris naissance, mais il convient d'observer que des incendies soudains ne sont pas rares dans cette partie du pays, où les maisons sont couvertes de chaume et où le feu qui brûle dans l'âtre est fréquemment laissé sans surveillance.

## 2. Pétition de M. Roger Baldwin (T/PET.4/144 - No 58)

Le 30 mai 1957, le Gouverneur général en Conseil de la Fédération de la Nigeria a déclaré associations illégales l'Union des populations du Cameroun, la Jeunesse démocratique camerounaise et l'Union démocratique des femmes camerounaises en vertu de l'article 62 du Code pénal (Chap. 42 des Lois de la Nigeria) et a pris des arrêtés d'expulsion contre 13 de leurs dirigeants en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 7 b) de l'Ordonnance sur les étrangers (Expulsion) (Chap. 9 des Lois de la Nigeria). Les arrêtés d'expulsion énoncent que le Gouverneur général en Conseil "estime qu'il est d'intérêt public de prendre un arrêté d'expulsion" contre les personnes nommées dans les arrêtés. Le Gouverneur général a de plus autorisé la détention de ces personnes avant leur départ par des mandats de détention pris en vertu de l'article 5 de la même Ordonnance. On a appliqué aux avoirs de l'organisation interdite et aux biens des personnes expulsées les dispositions de l'article 67 1) du Code de procédure criminelle.

Ces treize personnes ont quitté la Nigeria pour le Soudan le 8 juillet 1957, après que les mandats de détention, qui à l'origine n'étaient valables que pour dix jours, eurent été renouvelés à trois reprises pour une même période afin de permettre aux personnes expulsées de prendre des dispositions en vue de leur admission dans un pays de leur choix.

En déclarant illégale l'Union des populations du Cameroun, le Gouvernement de la Fédération de la Nigéria a publié la déclaration suivante :

"L'apparition en Nigéria de cette organisation politique étrangère remonte au mois de mai 1955, date à laquelle ses dirigeants cherchèrent un refuge en franchissant la frontière qui sépare le Territoire du Cameroun méridional du Cameroun sous administration française. Pendant de nombreux mois, ces dirigeants étrangers se tinrent tranquilles et ne donnèrent aucune inquiétude. Cependant, au cours des douze derniers mois, il est apparu de plus en plus manifeste que ces dirigeants et leur parti constituent une menace continuelle au maintien de l'ordre dans le Cameroun méridional. Au mois de mars de cette année, l'UPC a présenté des candidats aux élections à la Chambre d'assemblée du Cameroun méridional, mais n'a obtenu aucun siège. En fait, les résultats des élections ont montré qu'il ne trouvait aucun soutien dans la population. Il est maintenant sérieusement à craindre qu'afin d'atteindre ses objectifs politiques ce parti ne soit amené à avoir recours à la violence au Cameroun méridional, comme cela a déjà été le cas au Cameroun sous administration française.

"En conséquence, le Gouverneur général en Conseil a déclaré l'UPC, son mouvement de jeunesse et son mouvement féminin associations illégales au Cameroun méridional en vertu de l'article 62 du Code de procédure criminelle."

3. a) Soixante et onze pétitions concernant la dissolution de trois organisations au Cameroun sous administration britannique (T/PET.4/144, sections 2, 4, 7, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 53, 57, 65, 66, 68

Quatre pétitions ayant trait à la dissolution de trois mouvements au Cameroun sous administration britannique (T/PET.4/144/Add.1)

- b) Trente-neuf pétitions ayant trait à la dissolution de trois mouvements au Cameroun sous administration britannique ainsi qu'aux mesures de répression exercées dans la région Bamiléké du Cameroun sous administration française (T/PET.4 et 5/20, sections, 1, 2, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39)

Le 24 décembre 1957

Monsieur,

Comme suite à ma lettre du 17 décembre par laquelle je vous ai fait parvenir les observations de l'Autorité administrante relatives au document T/PET.4/144 No 58<sup>1/</sup>, j'ai l'honneur de vous informer que ces observations s'appliquent également aux pétitions suivantes :

T/PET.4/144 No 2, 4, 7, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 36, 41, 42, 43, 44, 45, 47, 53, 57, 65, 66, 68, ainsi qu'aux quatre pétitions groupées dans le document T/PET.4/144/Add.1.

En outre, ces observations s'appliquent également aux pétitions suivantes dans la mesure où elles concernent le Cameroun sous administration britannique : T/PET.4 et 5/20, No 1, 2, 9, 10, 11, 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39.

Veuillez agréer,...

Signé : B.O.B. Gidden

Monsieur le Secrétaire  
du Conseil de tutelle  
au Siège des Nations Unies

---

1/ Voir section 2 ci-dessus.